

Pour un intérêt national européen partagé

**Domenico Rossetti
di Valdalbero**

Secrétaire général de l'Union
des Fédéralistes européens.

■ Une double appartenance, une double affection, nationale et européenne, est possible. Car ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare. Face aux égoïsmes, prouvons que nous avons un avenir commun.

La promesse initiale des Pères fondateurs de l'Europe communautaire d'une "Union sans cesse plus étroite entre les peuples européens" fait clairement référence à la perspective d'un Etat fédéral. Il s'agit d'un souhait (répété depuis 60 ans) puisque cette phrase n'est pas inscrite dans un article mais dans le préambule du Traité européen.

La politique des petits pas, des avancées fonctionnalistes et des solidarités de fait, éléments chers à Schuman et Monnet, ont débouché sur des réussites objectives sans précédent : la paix depuis plus de 70 ans sur le territoire de l'Union, l'augmentation des échanges entre Etats membres grâce à l'application des quatre libertés fondamentales et la mise en place de la monnaie unique, l'indépendance alimentaire, fruit de la politique agricole commune, et le soutien aux régions en difficulté.

Mais toutes ces réalisations qui ont facilité la vie des citoyens européens, qui ont permis aux entreprises de s'étendre, qui ont profité aux étudiants, aux consommateurs et aux électeurs européens n'ont pas débouché sur un

"attachement européen", un esprit de famille européen, une véritable citoyenneté européenne.

Gagner du temps et de l'argent autrefois perdus à chaque passage de frontières, l'augmentation des exportations intra et extra-européennes, la reconnaissance des diplômes (Erasmus et processus de Bologne), la réduction des prix du transport aérien et des télécommunications (roaming), le vote aux élections municipales et européennes, tout cela n'a pas donné lieu à l'émergence d'un intérêt national européen partagé.

Les replis sur soi identitaires ont rarement été si forts : Alternative für Deutschland, la Ligue Nord en Italie, le FPÖ autrichien, les Vrais Finlandais, sans compter les gouvernements d'Orban et de Szydlo en Hongrie et Pologne, le Brexit et les 34 % de Marine Le Pen aux dernières élections présidentielles.

L'adage de Pascal "le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point" s'applique parfaitement à l'Europe communautaire. On ne tombe pas

amoureux d'un marché intérieur, aimait répéter Jacques Delors. Nous ajouterions qu'il est tout aussi difficile de succomber aux charmes des objectifs de réduction de gaz à effet de serre, du Pacte de stabilité ou des réformes du Semestre européen.

Aucun message subliminal

Très vite, lorsque l'on parle d'Europe, l'émotion, les sentiments ou la passion font place aux critères à respecter, aux analyses coûts-bénéfices, et aux directives à implémenter. La technique remplace le récit, le jargon se substitue à la narration. C'est comme si le message européen n'était plus destiné au cœur mais aux seules méninges.

Voilà sans doute le plus grand péché de Bruxelles, capitale de l'Europe : ne pas avoir développé un message subliminal. A Paris, à chaque pas retentissent les mots de République, de Révolution et de Nation. A chaque coin de rue de Londres siffle quelque chose de royal et l'Union Jack flotte sur les bâtiments prestigieux de l'Empire. Dans la capitale italienne souffle de façon omniprésente le vent de l'héritage romain, de la Renaissance et du Risorgimento.

"Nous aimons
la liberté
et la balançons
avec
la solidarité."

Bref, les grands Etats se sont construits sur des concepts, des symboles, des histoires qui dépassent le pragmatisme, le quantifié, le quotidien. Pour l'Europe communautaire, il n'y a de place que pour l'evidence-based policy, les faits et les chiffres alors que les Etats jouent sur la grandeur, l'universalité et l'éternité.

Parfois ridicules

Le combat journalier se fait entre la technocratie et la nation, entre le réel et le mythique, entre le conscient et le subconscient. Certains termes même frisent le ridicule : aurait-on idée de parler de "valeur ajoutée allemande" alors que le "European added value" est cons-

tamment remis en question dans les couloirs institutionnels bruxellois ?

Rares sont les événements populaires où le drapeau européen est hissé avec force et enthousiasme, et où l'hymne européen ("L'ode à la joie") est joué avec solennité. Merci à Emmanuel Macron d'avoir européanisé son élection. C'est de bon augure pour la France et pour l'Europe.

Tout ce que nous partageons

Une double appartenance, une double affection - nationale et européenne - est possible. Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare. Nous partageons dans toute l'Union le même respect pour les droits de l'homme, de la femme et des enfants. Nous croyons en l'état de droit et en la justice indépendante. Nous accor-

donc notre confiance à la majorité mais considérons avec égard les minorités. Nous désirons l'efficacité tout en assurant la subsidiarité. Nous aimons la liberté et la lançons avec la solidarité. Nous voulons la sécurité sans la sacrifier sur l'autel de nos valeurs humanistes.

Quand l'Europe n'avance pas, elle recule. Face aux recettes égoïstes et de recroquevillement identitaire, prouvons au peuple européen que nous avons un avenir commun, un intérêt national européen partagé. Europa patria mea.